

Rwanda - L'ONU approuve l'envoi de casques bleus

Reuters, 9 juin 1994

NATIONS UNIES, 9 juin, Reuter - Le Conseil de sécurité des Nations unies a officiellement approuvé mercredi l'envoi de 5.500 casques bleus au Rwanda pour une durée de six mois.

Le principe en avait été autorisé le 17 mai. Mais les Etats-Unis, soucieux d'en garantir le succès, avaient insisté pour que les troupes ne soient pas déployées tant que les discussions avec l'Onu sur la nature de l'opération ne seraient pas terminées.

D'après la résolution votée mercredi, les troupes de maintien de la paix doivent constituer des "zones humanitaires" pour protéger les civils et contribuer à la surveillance des convois d'aide humanitaire. Elles ne pourront néanmoins recourir à la force pour faire cesser les combats opposant aux Tutsis le gouvernement, constitué en majorité de Hutus.

Le secrétaire général de l'Onu Boutros Boutros-Ghali souhaitait initialement que le recours à la force soit autorisé en cas de nécessité pour mettre un terme aux massacres.

Les autorités américaines s'étaient opposées à cette hypothèse, en faisant valoir que les Nations unies devaient faire preuve de réalisme en acceptant des tâches qu'elles sont en mesure d'accomplir.

Contrairement à leurs premières demandes, les Etats-Unis ont par ailleurs renoncé à réclamer un déploiement le long de la frontière rwandaise, pour protéger les réfugiés qui s'y trouvent. La résolution permet en revanche aux troupes d'aller à Kigali, si possible, et de se déployer dans la campagne.

La guerre civile a commencé le 6 avril, lorsqu'un avion transportant le président hutu du Rwanda a été abattu par des inconnus. Depuis lors, son bilan est évalué à un demi-million de morts par les associations d'aide humanitaire.

Malgré le vote de la résolution, toutefois, l'opération manque cruellement de matériel et n'entamera probablement pas son déploiement avant trois semaines. On déclare à l'Onu qu'elle réunit suffisamment de troupes d'infanterie provenant de pays africains, mais qu'elle manque d'offres fermes concernant le soutien logistique, le génie, les communications et les unités médicales. /SEW

(c) Reuters Limited 1994